

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER 1922.

Projet de loi autorisant la perception de taxes de vérification en matière de poids et mesures et modifiant certains articles des lois du 1^{er} octobre 1855 et du 30 octobre 1903.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le présent projet de loi a pour objet principal de donner au Gouvernement le droit de prélever des taxes à l'occasion des opérations de la vérification des poids et mesures, et pour objet secondaire d'apporter quelques rectifications désirables à la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures et à celle du 30 octobre 1903 fixant les unités électriques.

I.

Examen des articles.

ART. 1, 2, 3 (Taxes).

Jusqu'à présent, la vérification des poids et mesures était effectuée gratuitement. Les lois sur la matière, notamment la loi fondamentale du 1^{er} octobre 1855, étant muettes sur la question des taxes, il a été reconnu qu'une disposition législative était nécessaire pour donner au Gouvernement le droit d'en imposer et de les prélever au profit du Trésor.

Il est bien vrai qu'au budget des Voies et moyens, figure au chapitre des recettes diverses un article relatif aux taxes en matière de vérification des poids et mesures; mais ces taxes ne proviennent pas de la vérification proprement dite, elles sont perçues simplement comme rétributions d'opérations de rajustage faites à titre facultatif à la demande des intéressés, ou comme rémunération des déplacements des vérificateurs accomplis également en faveur et sur la demande des assujettis.

H

Les opérations de la vérification même, tant première que périodique, sont effectuées gratuitement.

Pour revenir sur le principe de la gratuité, et frapper de façon générale toute opération de vérification, une intervention du Parlement est nécessaire. Le Comité juridique permanent du Département des Affaires Économiques a conclu catégoriquement en ce sens dans son rapport du 29 novembre 1920.

On conçoit que le législateur de 1855 ait adopté le principe de la gratuité. A cette époque, les besoins du Trésor public ne défendaient pas à celui-ci une générosité qui lui est interdite aujourd'hui, et c'était une politique raisonnable d'éviter toute disposition susceptible de créer un obstacle quelconque à la diffusion du système des mesures métriques.

L'emploi exclusif de ces mesures était en effet l'objectif essentiel, unique même, poursuivi alors.

La situation est tout autre aujourd'hui, le système métrique est tellement entré dans les usages que c'est à peine si le souvenir des anciennes mesures subsiste encore. D'autre part, la détresse du Trésor fait une loi au Gouvernement de ne laisser improductive aucune source possible de revenu.

Jadis, la vérification des poids et mesures donnait lieu à une perception au profit de l'autorité souveraine. La Belgique ne fera donc que reprendre une tradition interrompue en établissant des taxes de vérification, imitant en cela l'exemple des pays voisins, de la France et de l'Allemagne notamment.

Sans être considérable, le revenu que pourront produire ces taxes n'est cependant pas insignifiant. Il serait difficile de l'évaluer exactement par avance, surtout en ce moment de malaise économique. Avec les taxes modérées que le Gouvernement se propose d'appliquer, la recette annuelle probable s'élèvera à une somme d'environ 800,000 francs.

A titre de renseignement, voici pour les années précédant la guerre, l'indication des recettes produites en France et en Allemagne par cette source de revenus. En France (population cinq fois celle de la Belgique environ) : 5,500,000 francs environ.

En Allemagne, sans la Bavière (population huit fois celle de la Belgique environ) : 4,100,000 francs environ.

II.

Le Gouvernement a pensé que le vote de cette loi sur les taxes, qui constituera une loi complémentaire à la Loi fondamentale du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures, offrait au Pouvoir Législatif une occasion favorable pour apporter quelques légères modifications à certains articles de cette dernière loi ainsi que de la loi annexe du 30 octobre 1903 sur les unités électriques, articles totalement ou partiellement tombés en désuétude ou devenus inapplicables pour diverses raisons. C'est l'objet des dispositions suivantes soumises au vote du Parlement.

Les modifications proposées sont d'ailleurs peu importantes et plus de forme que de fond, elle ne touchent à aucun principe ni à aucune des dispositions

essentielles des lois envisagées, comme les membres de la Législature s'en rendront immédiatement compte par les considérations ci-dessous développées relatives à chacun des articles à amender :

ART. IV (*Loi du 1^{er} octobre 1855*).

Les articles à modifier ou à compléter de cette loi sont les articles 5, 8, 11 et 12.

ART. 5.

Rédaction actuelle :

Les poids, mesures et instruments de pesage sont vérifiés et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au commerce.

Ne sont pas considérés comme mesures, les vases à l'usage des consommateurs dans les lieux où l'on vend à boire.

Nouvelle rédaction proposée :

Les poids, mesures, instruments de pesage et autres instruments de mesure légaux, sont vérifiés et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au commerce, sauf dérogation autorisée par arrêté royal.

Ne sont pas considérés comme mesures, les vases à l'usage des consommateurs dans les lieux où l'on vend à boire,

Le libellé trop strict de l'article 5 actuel a fait naître des difficultés d'application, et il a obligé l'administration à recourir à des expédients, à consentir des tolérances discutables au point de vue légal.

La loi, par exemple, défend qu'on puisse exposer en vente des mesures qui, tout en étant de forme légale, ne sont pas revêtues des marques garantissant leur légalité et leur exactitude. Pourtant, pour des raisons d'économie, on a admis que les mesures de capacité en étain qui servent de modèles dans l'enseignement primaire soient, par leur poids et leur composition, différentes du type officiel et ne soient pas poinçonnées.

Il existe des instruments de pesage qu'il est inutile ou désavantageux, qu'il serait même nuisible de soumettre au poinçonnage, par exemple les balances de précision à l'usage des laboratoires, les machines diverses à peser à l'usage de l'économie domestique comme les pesons, pèse-lettres, les balances à ressort, etc. Actuellement, ces instruments ne sont pas astreints au poinçonnage, mais c'est grâce au bénéfice d'une tolérance contraire à la lettre, sinon à l'esprit de la loi.

A s'en tenir à la lettre, on a pu prétendre que la loi était transgressée par l'arrêté royal du 1^{er} juin 1896, pris à la demande de la Commission consultative des poids et mesures cependant, qui dispense du poinçonnage les balances Roberval dites de ménage.

A un autre point de vue, par suite du texte trop impératif de la loi, on a dû astreindre au poinçonnage, qui ne leur confère cependant que des garanties

illusoire, des appareils de pesage compliqués qui ne servent pas toujours à des transactions commerciales, mais plutôt à des contrôles industriels (Arrêté royal du 15 octobre 1914 relatif aux appareils de pesage automatiques)

Toute apparence d'irrégularité et toutes difficultés disparaîtraient, si le texte législatif moins strict prévoyait l'éventualité de dispenses accordées par arrêté royal et sanctionnait ainsi la légitimité des dérogations nécessaires.

Les exemptions et dispenses étant accordées par arrêté royal, le Gouvernement se réserve le droit de prescrire les conditions auxquelles elles seraient subordonnées : conditions de construction et même de fonctionnement, pour permettre de définir et caractériser clairement les appareils bénéficiant des mesures de faveur, ou empêcher l'invasion du marché par des articles de provenance étrangère ou de trop mauvaise fabrication; conditions de surveillance à l'égard des appareils qui pourraient être soumis à un certain contrôle tout en étant dispensés du poinçonnage et notamment des appareils réservés à un usage purement industriel.

Au texte de l'article primitif, on propose d'ajouter les mots : *et autres instruments de mesure légaux*. Quoiqu'il soit entendu que dans le mot mesure on puisse comprendre tout les instruments et appareils qui servent aux mesures, cette interprétation peut donner lieu à controverse. Afin d'éviter toute équivoque, il semble plus simple de dire bien clairement que l'article de la loi s'applique à tous les instruments de mesure quelconques : instruments de pesage, compteurs à gaz, compteurs à eau, taxi-compteurs, manomètres ... etc., qui sont assujettis ou seront peut-être assujettis dans l'avenir à la loi sur les poids et mesures.

ART. 8.

Rédaction actuelle :

Les poids et mesures sont soumis à une vérification périodique. Ceux qui en sont susceptibles, sont chaque fois marqués d'un poinçon qui en garantit l'exactitude.

Sont exempts de la vérification périodique les poids et mesures non encore en usage, ainsi que les mesures en verre ou en poterie.

Nouvelle rédaction proposée :

Les poids et les mesures sont soumis à une vérification périodique. Ceux qui en sont susceptibles sont chaque fois marqués d'un poinçon qui en garantit l'exactitude.

Les instruments de pesage et autres instruments de mesure légaux peuvent également être soumis à une vérification périodique en vertu d'arrêtés royaux.

Sont exempts de la vérification périodique, les poids, mesures et instruments de mesure non encore en usage, ainsi que les mesures en verre ou en poterie.

La modification proposée consiste donc uniquement en l'addition d'un alinéa spécifiant explicitement que la vérification périodique peut être imposée aussi bien aux autres instruments de mesure; notamment aux instruments de pesage, qu'aux poids et mesures simples.

C'est toujours dans ce sens d'ailleurs, que le Gouvernement a interprété la loi; les arrêtés royaux des 7 juin 1865, 10 novembre 1900 et 7 novembre 1909, en particulier, ont réglementé la vérification périodique des instruments de pesage.

Ces arrêtés ont été pris en invoquant l'article 22 de la loi de 1855 qui donne au Gouvernement le droit de prendre par arrêté royal, *toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'application régulière et complète de la loi.*

On a parfois prétendu, cependant, que puisque la vérification périodique des instruments de pesage n'était pas prévue à l'article 8 consacré à cette vérification, on pouvait contester au Gouvernement le droit de l'imposer aux instruments non explicitement désignés.

On enlèvera toute apparence de fondement à cette critique en intercalant dans l'article 8 l'alinéa indiqué.

ART. 11.

<i>Rédaction actuelle :</i>	<i>Nouvelle rédaction proposée.</i>
La vérification des étalons de 3 ^e rang dont se servent les vérificateurs des poids et mesures a lieu tous les deux ans à Bruxelles, en présence d'une commission nommée par le Ministre de l'Intérieur.	Le Ministre de l'Industrie et du Travail assurera la conservation et la vérification des étalons nationaux des poids et mesures et règlera la vérification des étalons de 3 ^e rang dont se servent les vérificateurs.
Des mesures d'un mètre et d'un kilogrammes conformes à ceux mentionnés à l'article 2 ci-dessus, sont conservées à cet effet, comme étalons de 2 ^e rang, au Département de l'Intérieur.	Des mesures d'un mètre et d'un kilogramme, conformes à ceux mentionnés à l'article 2 ci-dessus, sont conservées à cet effet comme étalons de 2 ^e rang, au Département de l'Industrie et du Travail.

ART. 12.

<i>Rédaction actuelle :</i>	<i>Nouvelle rédaction proposée :</i>
Tous les dix ans au moins ces étalons de 2 ^e ordre sont vérifiés et confrontés avec les étalons prototypes.	Les étalons nationaux des poids et mesures sont périodiquement confrontés avec les étalons internationaux conformément aux stipulations de la Convention internationale du mètre, signée le 20 mai 1875 (Loi belge du 29 décembre 1875).
Cette opération se fait par une Commission nommée par le Roi, et en présence du Président du Sénat, du Président de la Chambre des Représentants et du Ministre de l'Intérieur.	

L'observation de ces articles de la loi de 1855 est tombée en désuétude.

Celle de l'article 12 n'aurait d'ailleurs plus aucune raison d'être, depuis la signature de la Convention internationale du mètre du 20 mai 1875 créant à Sèvres (Paris), un Bureau International chargé de la conservation des étalons

internationaux et de la vérification périodique des étalons nationaux des poids et mesures. Les décisions relatives à ces questions métrologiques sont depuis 1875 prises par une Conférence générale des poids et mesures, dans laquelle chacun des États contractants (il y en a actuellement 28) est représenté par un délégué disposant d'une voix entière.

Les dispositions de l'article 12 ont donc été abrogées en fait lors de l'adoption par le Parlement belge de la Convention du 20 mai 1875. Quant à l'article 11, l'organisation, en 1904, d'un service permanent pour cet objet, a rendu inutile la désignation bisannuelle d'une commission. Le remplacement par un nouveau texte du texte actuel des articles 11 et 12 n'est donc pas strictement nécessaire; il est seulement proposé pour mettre les dispositions de ces articles d'accord avec la procédure suivie réellement.

ART. V. (*Loi du 30 octobre 1903*).

Les modifications proposées ont pour but de faire disparaître de la loi des dispositions inapplicables ou devenues inapplicables, elles visent les articles 7, 8 et 10.

La loi en question est en vigueur en ce qui constitue ses principes essentiels, la *définition* et la *légalisation* des unités électriques et l'*obligation* de faire usage exclusivement du Système coordonné des Unités électriques dérivé du Système métrique des Poids et mesures, dans toutes les transactions commerciales où intervient la fourniture du courant électrique.

Par contre, les dispositions relatives aux étalons qui font l'objet du premier alinéa de l'article 7, et celles des articles 9 et 10 relatifs à la vérification, n'ont pu et ne pourraient plus être appliquées telles qu'elles ont été primitivement formulées. C'est pourquoi le Gouvernement propose que la rédaction des articles actuels soit modifiée pour tenir compte de cette situation.

ART. 7.

Rédaction actuelle :

Dans les deux ans de la promulgation de la présente loi, des étalons pratiques conformes au système légal des unités électriques, seront établis par une Commission spéciale nommée par le Roi.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail assurera la conservation et la vérification périodique de ces étalons.

Nouvelle rédaction proposée :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail assurera l'établissement, la conservation et la vérification périodique des étalons pratiques de ces unités électriques.

L'objet de l'alinéa premier de l'article 7 était l'établissement par les soins d'une commission spéciale des étalons pratiques conformes aux définitions théoriques. Cet objectif n'a pu être réalisé en son temps; les difficultés de trouver des locaux convenant à l'organisation des laboratoires, de les approprier et de les équiper n'ont pu être surmontées dans le délai de deux ans primitivement fixé. Ulté-

rieurement, des questions de principe quant au meilleur choix des étalons pratiques ont failli faire remettre en question l'essence même du travail à exécuter; enfin à la Conférence internationale des Unités électriques de Londres en 1908, on mit en avant le projet de confier au Bureau international des poids et mesures, l'établissement des étalons prototypes eux-mêmes. Cette solution avait paru tout à fait rationnelle au Gouvernement belge qui, déjà en 1913, avait décidé de s'engager dans cette voie. La guerre a interrompu les premières négociations, mais dès la première réunion du Comité international des poids et mesures, qui suivit l'armistice, le délégué du Gouvernement belge introduisit officiellement la proposition de confier au Bureau international des poids et mesures, l'établissement et la vérification périodique des étalons nationaux d'électricité.

Cette proposition a recueilli l'adhésion du Comité international et la Conférence générale des poids et mesures de 1921 a voté l'extension aux étalons d'électricité de la Convention internationale du 20 mai 1875.

Nous allons nous trouver, dès lors, à ce point de vue, dans la même position en ce qui concerne ces étalons qu'en ce qui concerne les étalons du mètre et du kilogramme.

Le paragraphe premier de l'article 7 inappliqué, et désormais sans raison d'être, doit donc disparaître, et son objectif essentiel sera atteint par le maintien de l'alinéa final qui charge le Ministre de veiller à l'établissement, à la conservation et à la vérification périodique des étalons d'électricité, qu'ils soient fournis par le Bureau international, ou qu'ils soient établis directement ou en fonction de ceux-là. L'article 7 ainsi rédigé est en tout semblable à l'article 11 correspondant de la loi fondamentale de 1855.

ART. 9.

Rédaction actuelle :

Les instruments de mesure des grandeurs électriques employés dans les transactions relatives à la fourniture de l'électricité ne sont autorisés que si les indications qu'ils portent sont exprimées en unités légales. Ils sont vérifiés avant d'être mis en usage. Ils peuvent en outre, en vertu d'un arrêté royal, être assujettis au poinçonnage et soumis à une vérification périodique.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, après avoir pris l'avis de la Commission prévue par l'article 7, fixera les limites des écarts qui seront tolérés dans l'exactitude de ces instruments.

Nouvelle rédaction proposée :

Les instruments de mesure des grandeurs électriques, employés dans les transactions relatives à la fourniture de l'électricité, ne sont autorisés que si les indications qu'ils portent sont exprimées en unités légales.

Ils pourront en outre, en vertu d'arrêtés royaux, être assujettis soit à une autorisation préalable d'emploi, soit à une vérification première et éventuellement un poinçonnage, soit à des vérifications périodiques.

Comme on le voit, l'objet essentiel de la modification proposée est d'enlever son caractère impératif à une disposition qui n'a pu être appliquée jusqu'ici et ne pourra l'être sans entraîner des difficultés, alors que la nécessité absolue de la mesure édictée n'a pas été démontrée pendant la période déjà longue de sa non application.

En principe, il ne paraît pas indispensable d'imposer l'obligation de la vérification à *tous* les appareils compteurs d'électricité indistinctement, et il paraît plus prudent de confier au Gouvernement le soin de décider si, et quand, cette obligation est désirable.

Pour assurer la sincérité des transactions commerciales, il pourrait suffire, en effet, quand les intérêts pécuniaires en jeu sont peu considérables, de se borner à défendre l'emploi des systèmes de compteurs qui ne présentent pas toutes garanties et, à cette fin, de donner au Gouvernement le droit d'interdire certains types de compteurs ou de fixer les types exclusivement utilisables, comme cela se fait, dans certains cas, pour les instruments de pesage.

Ultérieurement, si ce mode de réglementation s'avère insuffisant, le Gouvernement sera en droit de recourir à la vérification obligatoire, soit dans tous les cas, soit dans ceux d'intérêt suffisant.

Comme la vérification entraînera des frais, tant pour l'État qui devra supporter les dépenses du personnel, que pour les particuliers qui devront acquitter les frais de la vérification, il est tout indiqué de n'établir celle-ci que si son utilité est bien démontrée.

La rédaction nouvelle de l'article examiné donne au Gouvernement le droit d'interdire l'emploi des compteurs dont le fonctionnement ne présenterait pas toutes garanties; il y avait à ce point de vue une lacune dans la rédaction de 1903.

L'alinéa relatif à la Commission, prévue à l'article 7, tombe, puisque cette Commission disparaît. Bien entendu, si le Gouvernement est amené à instituer la vérification obligatoire des compteurs, il consultera sur les points indiqués la Commission consultative qu'il réunira à cette fin, ainsi que cela s'est toujours fait en matière de poids et mesures, sans indication expresse de la loi.

ART. 10.

Rédaction actuelle.

Les instruments de mesure en usage avant l'entrée en vigueur de l'article précédent seront vérifiés dans un délai à fixer par arrêté royal.

Nouvelle rédaction proposée.

Les instruments de mesure en usage avant l'entrée en vigueur de l'article précédent pourront, si le Gouvernement le juge nécessaire, et dans un délai à fixer par lui, être assujettis aux dispositions prévues au second alinéa de cet article.

Encore moins que les précédentes, cette prescription de la loi n'a pu naturellement être mise en vigueur.

Pendant la période durant laquelle elle n'a pu et ne pourra encore être appliquée, il s'est répandu et se répandra encore un si grand nombre de compteurs électriques, qu'il serait non seulement injuste, mais matériellement impossible, vu leur nombre, de soumettre à la vérification les appareils qui seraient en usage au moment où l'on voudrait en commencer la vérification.

Ici de nouveau, il vaudrait donc mieux transformer la disposition d'impérative en facultative, en abandonnant au Gouvernement le droit de décréter l'obligation de la vérification pour tous ou certains des appareils en usage (en se bornant aux compteurs de grand débit par exemple), et en lui laissant le soin d'apprécier si les avantages d'une telle mesure peuvent compenser les difficultés de son exécution, et les désagréments qu'elle entraînera pour le public.

Le Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

R. MOYERSOEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 FEBRUARI 1922.

Wetsontwerp houdende machtiging tot het innen van ijkgeld voor maten en gewichten en wijziging van zekeren artikelen der wetten van 1 October 1855 en 30 October 1903.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Dit wetsontwerp heeft ten doel in hoofdzaak, het recht te geven aan de Regeering ijkgeld te innen voor maten en gewichten en in nevenzaak, enkele wenschelijke wijzigingen te brengen aan de wet van 1 October 1855 op maten en gewichten, en aan die van 30 October, tot bepaling der electriche eenheden.

I.

Onderzoek van de artikelen.

ARTIKEL 1, 2, 3. (Ijkgeld.)

Vooralsnog werden maten en gewichten kosteloos geijkt. Daar er in de ten deze geldende wetten, en namelijk in de grondwet van 1 October 1855, van ijkgeld geen gewag wordt gemaakt, blijkt eene wetsbeschikking noodzakelijk om aan de Regeering het recht te verleen ijkgeld te eischen en ten bate der Schatkist te innen.

Weliswaar staat er in de begrooting van 's Lands Middelen, in het hoofdstuk der verschillende ontvangsten een artikel betreffende het ijkgeld maar dit ijkgeld wordt niet ingevorderd voor de eigenlijke ijking maar eenvoudig als ijkloon of tot dekking van de reiskosten van de door de ijkplichtigen ontboden ijkers.

Zoowel de periodische als de eerste ijking geschiedt kosteloos.

Om het beginsel der kosteloosheid te laten varen en op algemeene wijze alle ijking te belasten, is er eene tusschenkomst van het Parlement noodzakelijk. Het

vast rechtskundig komiteit van het Ministerie van Oeconomische Zaken heeft rondit in dien zin geconcludeerd in zijn verslag van 29 November 1920.

Men bevroedt hoe de wetgever van 1855 tot het beginsel der kosteloosheid kwam. De behoeften den Openbare Schatkist lieten hem te dien tijde eene mildheid toe, welke thans dient uitgeslōten, en het heette een billijke politiek, zij, waarbij alle beschikking werd vermeden, welke eenigerwijs de verspreiding van het stelsel van metrieke maten hadde kunnen verhinderen.

De volslagen vervanging van de oude maten door de metrieke, ziedaar trouwens waarop er in hoofdzaak, zelfs uitsluitend, toen werd aangestuurd.

Die toestand is thans heel anders, het metrieke stelsel is ten dage dermate in zwang dat nauwelijks de herinnering aan de oude maten nog bestaat. Anderdeels vergt de benarde toestand der schatkist van de Regeering dat zij geen enkele mogelijke bron van inkomsten onbenuttigd late.

Voorheen gaf het ijken van maten en gewichten aanleiding tot eene inning ten bate van het Soeverein Gezag. België zal derhalve slechts naar eene onderbroken overlevering terugkeeren, met ijkgeld, naar het voorbeeld zijner naburen, o. m. van Frankrijk en Duitschland, in te vorderen. De opbrengst ervan zal geenszins onbeduidend zijn zonder evenwel aanzienlijk te zijn. Inzonderheid op dit oogenblik van oeconomische gedruktheid zou men ze onmogelijk op voorhand kunnen ramen. Met het gematigd ijkgeld, welk de Regeering voornemens is in te vorderen, zal de vermoedelijke jaarlijksche opbrengst ongeveer 800,000 frank bereiken.

Ziehier, bij wijze van toelichting, de opgave, over de laatste jaren voor den oorlog, van de ten deze in Frankrijk en Duitschland gedane ontvangsten: In Frankrijk (bevolking ongeveer 5 maal die van België) : omtrent 5,500,000 frank; in Duitschland, zonder Beieren (bevolking nagenoeg 8 maal die van België) : omtrent 4,100,000 frank.

II.

Naar de meening der Regeering zou de aanneming dezer wet op het ijkgeld, welke een aanvulling zal uitmaken van de grondwet van 1 October 1855 op maten en gewichten, eene geschikte gelegenheid aan de wetgevende macht geven om enkele lichte wijzigingen te brengen aan bepaalde artikelen van laatstgenoemde wet alsmede van de wet van 30 October 1903 op de elektrische eenheden, artikelen welke om verscheidene redenen heel of deels in onbruik zijn geraakt. Dit wordt beoogd door volgende, aan de goedkeuring van het Parlement onderworpen schikkingen.

De voorgestelde wijzigingen zijn ten andere weinig gewichtig en betreffen meer vorm dan inhoud; zij raken aan geen beginsel noch aan geene hoofdbeschikking van bedoelde wetten, zooals de leden der wetgeving er zich onmiddellijk van rekenschap zullen geven bij hierna ontwikkelde beschouwingen omtrent elkeen der te wijzigen artikelen :

ART. IV. — (*Wet van 1 October 1855.*)

Artikelen 5, 8, 11 en 12 dezer wet zijn de te wijzigen of aan te vullen artikelen.

ART. 5.

Huidige tekst :

Les poids, mesures et instruments de pesage sont vérifiés et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au commerce.

Ne sont pas considérés comme mesures, les vases à l'usage des consommateurs dans les lieux où l'on vend à boire.

Voorgestelde nieuwe tekst :

De gewichten, maten, weegwerktuigen en andere wettelijke meetwerktuigen, worden geijkt vooraleer te worden te koop gesteld of in den handel gebracht, behoudens afwijking toegelaten bij koninklijk besluit.

De vaten, ten gerieve der verbruikers in de plaatsen, waar men drank verkoopt, worden niet als maten aangezien.

De al te nauwe tekst van het huidig artikel 5 heeft bij deszelfs toepassing bezwaren doen ontstaan en dreef de administratie tot uitvluchten en tot tegenwoordige toegevendheid onder wettelijk oogpunt.

Zoo wordt bijvoorbeeld bij de wet het te koop stellen verboden van maten, die, alhoewel van wettelijken vorm, geene merken dragen tot waarborg hunner wettelijkheid en juistheid. Zuinigheidshalve, heeft men evenwel toegelaten dat de als modellen in het lager onderwijs gebruikte tinnen inhoudsmaten verschillen in gewicht en samenstelling met het officieel type en geenen ijk dragen.

Er bestaan weegwerktuigen waarop het onnuttig of nadeelig, ja zelfs schadelijk zou wezen den ijk te zetten zooals b. v. op de nauwkeurigheidswegschalen ten behoeve der laboratoria, de verschillende weegtoestellen gebruikt in het huishouden zooals weeghaken, brievenwegers, veerbalansen, enz. Die werktuigen moeten thans niet geijkt worden en zoo zulks wordt geduld, is dit nochtans tegenstrijdig, zooniet met den geest dan toch met de letter van de wet.

Blijvende bij de letter dier wet heeft men kunnen beweren dat zij werd verkracht door het Koninklijk besluit van 1 Juni 1896, welke evenwel genomen op verzoek van de Commissie voor advies van maten en gewichten, en waarbij de in 't huishouden gebruikte Robervalweegschalen van de stempeling werden ontslagen.

Van een ander standpunt uit, heeft men, naar aanleiding van den al te gebiedenden tekst der wet, de stempeling moeten voorschrijven voor ingewikkelde weegtoestellen, welke niet steeds worden gebruikt bij handelsovereenkomsten, maar voor industriele controle-doeleinden alhoewel deze stempeling slechts schijnbare waarborg aan die toestellen gaf (Koninklijk besluit van 15 October 1911, betreffende de automatische weegtoestellen).

Alle schijn van onregelmatigheid en alle bezwaren zouden verdwijnen zoo de minder nauwe wetstekst de gebeurlijkheid voorzag van vrijstellingen toegekend bij koninklijk besluit en alzoo de wettelijkheid der noodzakelijke afwijkingen bekrachtigde.

Daar de vrijstellingen bij koninklijk besluit worden toegestaan bedingt de

Regeering zich het recht, om ter verkrijging derzelve, vereischen van bouw en werking voor te schrijven ten einde alzoo de toestellen te kunnen bepalen en te verduidelijken waarvoor gunstmaatregelen worden getroffen, en om het binnendringen op de markt van artikelen van vreemde herkomst of van al te slecht fabrikaat te beletten, zoomede vereischen van toezicht ten opzichte van toestellen, welke aan een bepaalde controle zouden kunnen onderworpen worden doch van den ijk ontslagen zijn en namelijk toestellen welke tot een louter industrieel gebruik worden voorbehouden,

Men stelt voor bij den tekst van het oud artikel de woorden : « *en andere wettelijke meetwerktuigen* » te voegen. Alhoewel men natuurlijk in het woord « maat » al de werktuigen en toestellen, die tot het meten dienen, kan begrijpen, kan deze opvatting tot betwisting aanleiding geven. Om alle dubbelzinnigheid te vermijden, komt het eenvoudiger voor zeer duidelijk te zeggen dat het artikel van de wet toepasselijk is op alle, om 't even welke meetwerktuigen, weegwerktuigen, gas-, water-, taxi-, manometers, enz. welke onderworpen zijn aan de wet op maten en gewichten of misschien het in de toekomst zullen worden.

Art. 8.

Huidige tekst :

Les poids et mesures sont soumis à une vérification périodique. Ceux qui en sont susceptibles sont chaque fois marqués d'un poinçon qui en garantit l'exactitude.

Sont exempts de la vérification périodique, les poids et mesures non encore en usage, ainsi que les mesures en verre ou en poterie.

Voorgestelde nieuwe tekst :

Maten en gewichten worden aan een periodische ijking onderworpen. Zoo mogelijk, zal er de ijk telkenmale worden opgezet ten blijken hunner juistheid.

De weeg- en andere wettelijke meetwerktuigen kunnen, krachtens koninklijke besluiten, insgelijks aan een periodische ijking worden onderworpen.

Dienen niet aan de periodische ijking onderworpen : de nog niet in gebruik zijnde maten, gewichten en meetwerktuigen alsmede de maten uit aardewerk of uit glas.

De voorgestelde wijziging bedraagt dies slechts de toevoeging van een alinea, waarbij er uitdrukkelijk wordt op gewezen dat de periodische ijking kan opgelegd worden zoowel voor de overige meetwerktuigen, namelijk voor de weegwerktuigen, als voor eenvoudige maten en gewichten.

De Regeering heeft ten andere steeds in dien zin de wet verklaard; de koninklijke besluiten van 7 Juni 1865, 10 November 1900 en 7 November 1909, in 't bijzonder, hebben de periodische ijking van de weegwerktuigen geregeld.

Deze besluiten werden genomen op grond van artikel 22 van de wet van 1855, welke aan de Regeering het recht geeft om bij koninklijke besluiten *al de noodige*

beschikkingen te treffen ter verzekering van de regelmatige en volkomene toepassing der wet.

Men heeft evenwel soms beweerd dat naardien de periodische ijking der weegwerktuigen niet voorzien was in het over die ijking gaande artikel 8, men aan de Regeering het recht mocht betwisten ze voor de niet uitdrukkelijk bepaalde werktuigen op te leggen.

De inlassching van bedoeld alinea in artikel 8 zal alle schijn van grond aan deze kritiek ontnemen.

ART. 11.

Huidige tekst :

La vérification des étalons de 3^e rang dont se servent les vérificateurs des poids et mesures, a lieu tous les deux ans à Bruxelles en présence d'une commission nommée par le Ministre de l'Intérieur.

Des mesures d'un mètre et d'un kilogramme, conformes à ceux mentionnés à l'article 2 ci dessus, sont conservées à cet effet, comme étalons de 2^e rang, au Département de l'Intérieur.

Voorgestelde nieuwe tekst :

De Minister van Nijverheid en Arbeid verzekert de bewaring en de ijking van de nationale standaarden en regelt de ijking van de maten en standaarden van 3^e rang, waarvan de ijkers zich bedienen.

Maten van een meter en van een kilogram, overeenstemmende met die omschreven in artikel 2 van hierboven, worden te dien einde als standaarden van 2^e rang in het Departement van Nijverheid en Arbeid bewaard.

ART. 12.

Huidige tekst :

Tous les dix ans au moins, ces étalons de deuxième ordre sont vérifiés et confrontés avec les étalons prototypes. Cette opération se fait par une commission nommée par le Roi, et en présence du président du Sénat, du président de la Chambre des Représentants et du Ministère de l'Intérieur.

Voorgestelde nieuwe tekst :

De nationale standaarden worden aan eene periodische toetsing aan de Internationale standaarden onderworpen overeenkomstig de bepalingen van de Internationale Overeenkomst van den meter, ondertekend den 20^e Mei 1875 (Belgische wet van 29 December 1875).

De namaking dezer artikelen van de wet van 1855 is in onbruik geraakt.

Die van artikel 12 zou overigens geen plaats meer kunnen vinden sedert de ondertekening van de Internationale Overeenkomst van den meter van 20 Mei 1875, waarbij te Sèvres (Parijs) een Internationaal Bureel werd opgericht, voor de bewaring der internationale standaarden en voor de periodische ijking der nationale standaarden van maten en gewichten.

De beslissingen omtrent die metrologische vraagstukken werden sinds 1875

genomen door een algemeen Conferentie van maten en gewichten, waarin elkeen der verdragsluitende Staten (thans 28) door een stemgerechtigd afgevaardigde, beschikkende over ééne stem, wordt vertegenwoordigd.

De beschikkingen van artikel 12 werden dus in feite ingetrokken toen het Belgische Parlement de overeenkomst van 20 Mei 1875 bekrachtigde. Wat betreft artikel 11, de inrichting in 1904 van een vasten dienst ad hoc, heeft de aanstelling om de twee jaren van eene Commissie overbodig gemaakt. De vervanging van den huidige tekst van artikels 11 en 12 door een nieuwen is dus niet bepaald noodig, zij wordt alleen voorgesteld om de beschikkingen dezer artikelen met de werkelijk gevolgde rechtspleging te doen strooken.

ART. V. (*Wet van 30 October 1903*).

De voorgedragen wijzigingen hebben ten doel niet-toegepaste of ontoepasselijk geworden bepalingen uit de wet te laten weg vallen; zij raken artikelen 7, 8 en 10.

Onderhavige wet is van kracht, voor wat hare hoofdbeginselen uitmaakt, namelijk voor de *bepaling* en de *echtverklaring* der elektrische eenheden, en de *verplichting* uitsluitend gebruik te maken van het samen in verband gebracht stelsel der elektrische eenheden, afgeleid van het metrick stelsel van maten en gewichten, bij alle handelovereenkomst, waarbij het leveren van elektrischen stroom betrokken is.

De bepalingen omtrent de standaarden waarvan sprake in het eerste lid van artikel 7 en die van artikelen 9 en 10 betreffende de ijking integendeel, konden niet of zouden niet meer kunnen worden toegepast zooals zij vooreerst luiden. Weshalve de Regeering voorstelt den tekst der huidige artikelen te wijzigen op met dien toestand rekening te houden.

ART. 7.

Huidige tekst :

Binnen de twee jaar na de bekendmaking van deze wet, zullen praktische standaarden, overeenstemmende met het wettelijk stelsel der elektrische eenheden, worden vastgesteld door eene bijzondere commissie, benoemd door den Koning.

De Minister van Nijverheid en Arbeid verzekert de bewaring en de periodische keuring van deze standaarden.

Voorgestelde nieuwe tekst :

De Minister van Nijverheid en Arbeid verzekert de vaststelling, bewaring en periodische ijking van de praktische standaarden dezer elektrische eenheden.

In het eerste lid van artikel 7 werd de vaststelling voorzien door eene bijzondere Commissie van de praktische met de theoretische bepalingen overeenstem-

mende standaarden. Dit kon niet te geleger tijd plaats vinden om reden van de bezwaren gepaste lokalen te vinden om daarin laboratoria in te richten, en ze van het noodige te voorzien, bezwaren welke men na den vooreerst vastgestelden termijn van twee jaar niet heeft kunnen te boven komen. Beginsel-quaesties omtrent de beste keuze van practische standaarden hebben naderhand bijna opnieuw het innerlijke zelf van het uit te voeren werk te berde doen brengen; ten slotte werd op de Internationale Conferentie der electriche eenheden te Londen in 1908 het voorstel vooruitgezet, de vaststelling van standaarden-oertypes aan het Internationaal bureel van maten en gewichten toe te vertrouwen. Deze oplossing was volkomen redematig gebleken aan de Belgische Regeering, welke reeds in 1918 er toe besloot dien weg in te slaan. De oorlog heeft de eerste onderhandelingen afgebroken, maar op de eerste vergadering van het Internationaal Komiteit van maten en gewichten na den wapenstilstand, diende de afgevaardigde der Belgische Regeering officieel het voorstel in de vaststelling en de periodische ijking der nationale electriciteitsstandaarden aan het Internationaal bureel van maten en gewichten op te dragen.

Dit voorstel werd bijgetreden door het Internationaal Komiteit en de Algemeene Conferentie van maten en gewichten van 1921 heeft er de uitbreiding tot te electriciteitsstandaarden van de Internationale Overeenkomst van 20 Mei 1875 van goedgekeurd en de noodige uitvoeringsmaatregelen uitvaardigen.

Ten aanzien dezer standaarden blijven wij dan ook op hetzelfde standpunt dan ten aanzien der standaarden van meter en kilogram.

De eerste paragraaf van het niet-toegepast artikel 7 heeft voorstaan geen reden van te blijven bestaan en moet dus wegvallen; wat daarin bedoeld werd zal bereikt worden door de handhaving van het eind alinea, waarbij de Minister belast wordt de vaststelling, bewaring en periodische ijking te verzekeren van de electriciteitsstandaarden, hetzij van die welke door het Internationaal Bureel zullen worden geleverd, hetzij van die welke rechtstreeks of ter vervanging der eersten zullen worden vastgesteld. Artikel 7 alzoo opgemaakt luidt volkomen gelijk met artikel 2 van de grondwet van 1855.

ART. 9.

Huidige tekst :

De werktuigen, die voor het meten der electriche grootheden worden gebruikt bij de overeenkomsten betreffende het leveren der electriciteit, worden slechts toegelaten wanneer de aanduidingen die er op vermeld zijn, in wettelijke eenheden zijn uitgedrukt.

Zij worden nagezien vooraleer gebruikt te worden. Zij kunnen bovendien,

Voorgestelde nieuwe tekst :

De werktuigen, die voor het meten der electriche grootheden worden gebruikt bij de overeenkomsten betreffende het leveren van electriciteit, worden slechts toegelaten wanneer de aanduidingen die er op vermeld zijn, in wettelijke eenheden zijn uitgedrukt.

Zij kunnen bovendien op grond van koninklijke besluiten onderworpen wor-

krachtens koninklijk besluit aan ijking en aan periodische keuring onderworpen worden.

De Minister van Nijverheid en Arbeid zal, na het advies te hebben ingewonnen van de Commissie bedoeld in artikel 7, de grenzen vaststellen binnen welke afwijkingen wat de nauwkeurigheid dier werktuigen betreft, zullen toegelaten worden.

den hetzij aan eene voorafgaandelijke machtiging tot gebruik, of aan een eerste ijking en gebeurlijk aan eene stempeling of aan periodische ijkings.

Naar men ziet, heeft de voorgestelde wijziging in hoofzaak ten doel haar gebiedendenaard te ontnemen aan eene beschikking welke vooralsnog niet kon toegepast worden en het niet zal kunnen zonder bezwaren mede te brengen, terwijl de volstrekte noodzakelijkheid van den uitgevaardigden maatregel niet werd bewezen, tijdens den vrij langen duur van het tijdperk harer niet-toepassing.

In beginsel blijkt het opleggen van de verplichte ijking voor *al* de elektrische meettoestellen zonder onderscheid niet onmisbaar, en het komt voorzichtiger voor aan de Regeering de zorg toe te vertrouwen, te beslissen of en wanneer deze verplichting wenschelijk is.

Om de eerlijkheid bij de handelsovereenkomsten te verzekeren zou het inderdaad volstaan, wanneer er maar weinig aanzienlijke geldelijke belangen bij betrokken zijn, slechts het gebruik te verbieden van meter-stelsels, welke niet alle waarborg opleveren, en te dien einde aan de Regeering het recht te geven bepaalde types van meters te verbieden of uitsluitend bruikbare types vast te stellen, zooals zulke, in zekere gevallen, met de weegwerktuigen wordt gedaan.

Blijk die regelingswijze ontoereikend, zoo zal de Regeering nadien het recht hebben tot de verplichte ijking haren toevlucht te nemen, hetzij in al de gevallen, hetzij in gevallen van voldoende aanbelang.

Daar de ijking kosten zal medebrengen, zoowel voor den Staat die de uitgaven van het personeel zal moeten dragen, als voor de private personen die de ijkingskosten zullen moeten kwijten, ligt her voor de hand dat deze slechts dient voorgeschreven wanneer haar nut degelijk bewezen is.

De nieuwe tekst van het onderzocht artikel geeft aan de Regeering het recht het gebruik te verbieden van meters (compteurs) waarvan de werking niet alle waarborg zou opleveren; van dit standpunt bestond er eene leemte in den tekst van 1903.

Het alinea betreffende de bij artikel 7 voorziene commissie valt weg, dewijl deze commissie verdwijnt. Wel te verstaan, zoo de Regeering er toe gebracht wordt de verplichte ijking der electriciteitsmeters in te voeren, zal ze omtrent de aangeduide punten de Commissie voor advies te rade gaan, welke zij te dien einde zal bijeenroepen, zooals dit immer de gewoonte was ter zake van maten en gewichten, zonder uitdrukkelijke aanduiding van de wet.

ART. 10.

Huidige tekst :

De meetwerktuigen, gebruikt voor het van kracht worden van het vorig artikel, zullen worden gekeurd binnen een bij koninklijk besluit vast te stellen tijdperk.

Voorgestelde nieuwe tekst :

De voor het van kracht worden van voorgaand artikel in gebruik zijnde meetwerktuigen kunnen, zoo de Regeering het noodig acht, en binnen een door haar te bepalen termijn, onderworpen worden aan de beschikkingen voorzien in het tweede lid van dit artikel.

Noch min dan de vorige, kon dit voorschrift van de wet natuurlijk niet in werking gesteld worden.

Den heelen tijd door dat het niet toegepast kon, noch zal toegepast kunnen worden, werden er en zullen er zooveel electriciteitsmeters worden verspreid, dat het, gelet op hun aantal, niet alleen onbillijk, maar stoffelijk onmogelijk zou zijn al de toestellen aan de ijking te onderwerpen, welke in zwang zouden zijn wanneer men met de ijking ervan zou willen aanvangen.

Hier ware het andermaal beter de gebiedende beschikking in eene facultatieve om te zetten. Men zou daartoe aan de Regeering het recht overlaten de verplichte ijking voor alle of zekere der in gebruik zijnde toestellen uit te vaardigen (men bepale zich b. v. bij de electriciteitsmeters met groot vermogen), alsmede de zorg te beoordeelen of de voordeelen van dergelijken maatregelen opwegen tegen de uitvoeringsbezwaren en den last welken hij het publiek zal veroorzaken.

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.

ANNEXE AU N° 83.

BIJLAGE VAN N° 83.

Projet de loi autorisant la perception de taxes en matière de vérification de poids et mesures modifiant certains articles des lois du 1^{er} octobre 1855 et du 30 octobre 1903.

Wetsontwerp houdende machtiging tot het innen van ijkgeld voor maten en gewichten en wijziging van zekere artikelen der wetten van 1 October 1855 en 30 October 1903.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et de l'Industrie et du Travail ;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi qui suit, sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Nos Ministres des Finances et de l'Industrie et du Travail :

ARTICLE PREMIER.

Les opérations exécutées pour assurer la vérification première ou périodique des poids et mesures, en vertu des lois du 1^{er} octobre 1855, 30 juillet 1901, 30 octobre 1903 et 10 mars 1913 pourront donner lieu à la perception de taxes au profit du Trésor.

ART. 2.

Des arrêtés royaux fixeront le taux

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Nijverheid en Arbeid ;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Hiernaluidend wetsontwerp zal uit Onzen naam bij de Wetgevende Kamers worden ingediend door Onze Ministers van Financiën en van Nijverheid en Arbeid.

EERSTE ARTIKEL.

Alle verichting ter verzekering van de eerste of van de periodische ijking van maten en gewichten, op grond van de wetten van 1 October 1855, 30 Juli 1901, 30 October 1903 en 10 Maart 1913, kan aanleiding geven tot innen van ijkgeld ten bate van de Schatkist.

ART. 2.

Dit ijkgeld en de wijze van inning

de ces taxes et en régleront le mode de perception.

ART. 3.

Les dispositions légales concernant les réclamations, les poursuites et les privilèges en matière de contributions au profit de l'État, sont applicables aux taxes établies en vertu de la présente loi.

ART. 4.

Les articles 5, 8, 11 et 12 de la loi du 1^{er} octobre 1855 sur les poids et mesures seront désormais rédigés ainsi qu'il suit :

« ART. 5. — Les poids, mesures, instruments de pesage et autres instruments de mesure légaux sont vérifiés et poinçonnés avant d'être exposés en vente ou livrés au commerce, sauf dérogation autorisée par arrêté royal.

» Ne sont pas considérés comme mesures, les vases à l'usage des consommateurs dans les lieux où l'on vend à boire. »

« ART. 8. — Les poids et les mesures sont soumis à une vérification périodique. Ceux qui en sont susceptibles sont chaque fois marqués d'un poinçon qui en garantit l'exactitude.

» Les instruments de pesage et autres instruments de mesure légaux, peuvent également être soumis à une vérification périodique en vertu d'arrêtés royaux.

» Sont exempts de la vérification périodiques, les poids, mesures et instruments de mesure non encore en usage, ainsi que les mesures en verre ou en poterie. »

« ART. 11. — Le Ministre de l'Industrie et du Travail assurera la conser-

ervan worden vastgesteld bij koninklijke besluiten.

ART. 3.

De wettelijke beschikkingen betreffende opvorderingen, vervolgingen en voorrechten inzake belastingen ten voordeele van den Staat, zijn toepasselijk op het krachtens deze wet bepaald ijkgeld.

ART. 4.

Artikelen 5, 8, 11 en 12 der wet van 1 October 1855 op maten en gewichten luiden voortaan als volgt :

« ART. 5. — De gewichten, maten, weegwerktuigen en andere wettelijke meetwerktuigen worden geijkt vooraleer te koop gesteld of in den handel te worden gebracht, behoudens afwijking toegelaten bij Koninklijk besluit.

» De vaten, ten gerieve der verbruikers in de plaatsen waar men drank verkoopt, worden niet als maten aanzien. »

« ART. 8. — Maten en gewichten worden aan een periodische ijking onderworpen. Zoo mogelijk zal er de ijk telkenmale worden opgezet ten blijkke hunner juistheid.

» De weeg- en andere wettelijke meetwerktuigen kunnen, krachtens koninklijke besluiten, insgelijks aan een periodische ijking worden onderworpen.

» Dienen niet aan de periodische ijking onderworpen, de nog niet in gebruik zijnde maten, gewichten en meetwerktuigen alsmede de maten uit aardewerk, of uit glas. »

« ART. 11. — De Minister van Nijverheid en Arbeid verzekert de bewaring

vation et la vérification des étalons nationaux des poids et mesures, et réglera la vérification des étalons de 3^e rang dont se servent les vérificateurs. »

» Des mesures d'un mètre et d'un kilogramme, conformes à ceux mentionnés à l'article 2 ci-dessus, sont conservées à cet effet comme étalons de deuxième rang au Département de l'Industrie et du Travail. »

« ART. 12. — Les étalons nationaux des poids et mesures sont périodiquement confrontés avec les étalons internationaux, conformément aux stipulations de la Convention internationale du mètre signée le 20 mai 1875 (Loi belge du 29 décembre 1875). »

Art. 5.

Les articles 7, 9 et 10 de la loi du 30 octobre 1903 fixant les unités électriques seront désormais rédigés ainsi qu'il suit :

« ART. 7. — Le Ministre de l'Industrie et du Travail assurera l'établissement, la conservation et la vérification périodique des étalons pratiques de ces unités électriques. »

« ART. 9. — Les instruments de mesures des grandeurs électriques, employés dans les transactions relatives à la fourniture de l'électricité, ne sont autorisés que si les indications qu'ils portent sont exprimées en unités légales.

» Ils pourront en outre en vertu d'arrêtés royaux, être assujettis, soit à une autorisation préalable d'emploi, soit à une vérification première et éventuellement un poinçonnage, soit à des vérifications périodiques ».

endeijking van de nationale standaarden van maten en gewichten en regelt de ijking van de standaarden van 3^e rang waarvan de ijkers zich bedienen.

» Maten van een meter en van een kilogram, overeenstemmende met die omschreven in artikel 2 van hierboven, worden ten dien einde als standaarden van tweede rang in het Departement van Nijverheid en Arbeid bewaard. »

« ART. 12. — De nationale standaarden worden aan eene periodische toetsing aan de internationale standaarden onderworpen, overeenkomstig de bepalingen van de Internationale Overeenkomst van den meter, onderteevend den 20^e Mei 1875 (Belgische wet van 29 December 1875). »

Art. 5.

Artikelen 7, 9 en 10 der wet van 30 October 1903 tot bepaling der elektrische eenheden luiden voortaan als volgt :

« ART. 7. — De Minister van Nijverheid en Arbeid verzekert de vaststelling, bewaring- en periodische ijking van de practische standaarden dezer elektrische eenheden. »

« ART. 9. — De werktuigen, die voor het meten der elektrische grootheden worden gebruikt bij de overeenkomsten betreffende het leveren der electriciteit, worden slechts toegelaten wanneer de aanduidingen, die er op vermeld zijn, in wettelijke eenheden zijn uitgedrukt.

» Zij kunnen bovendien op grond van koninklijke besluiten onderworpen worden hetzij aan eene voorafgaandelijke machtiging tot gebruik, of aan eene eerste ijking en gebeurlijk aan eene stempeling of aan periodische ijkingsen ».

« Art. 10. — Les instruments de mesure en usage avant l'entrée en vigueur de l'article précédent pourront, si le Gouvernement le juge nécessaire, et dans un délai à fixer par lui, être assujettis aux dispositions prévues au second alinéa de cet article. »

Donné à Bruxelles, le 25 février 1922.

« Art. 10. — De vóór het van kracht worden van voorgaand artikel in gebruik zijnde meetwerktuigen kunnen zoo de Regeering het noodig acht, en binnen een door haar te bepalen termijn, onderworpen worden aan de beschikkingen voorzien in het tweede lid van dit artikel. »

Gegeven te Brussel, den 25^o Februari 1922.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | De Minister van Nijverheid en Arbeid,

R. MOYERSOEN.
